

Bulletin du FMI

RENCHÉRISSEMENT DES PRODUITS DE BASE

Le FMI et les pays vulnérables s'emploient à répondre aux hausses de prix

Bulletin du FMI en ligne

Le 28 avril 2008

- Le FMI étudie l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les budgets, les balances des paiements et les revenus
- Des pays africains s'efforcent d'obtenir des financements supplémentaires pour couvrir la hausse des coûts de leurs importations de produits alimentaires
- Le ciblage de l'aide sociale et l'allégement des taxes sur les denrées alimentaires figurent parmi les politiques examinées

Le FMI et les pays vulnérables ont entrepris d'évaluer l'impact du renchérissement des denrées alimentaires — et, plus généralement, des produits de base — sur les budgets, les balances des paiements et les revenus. Plusieurs pays ont demandé à bénéficier d'une aide financière supplémentaire pour couvrir la hausse des coûts de leurs importations de produits alimentaires, et une mission du FMI se rendra d'ici peu en Haïti pour examiner les besoins d'aide financière supplémentaire de ce pays.

Lors d'une [conférence de presse](#) donnée le 24 avril, le directeur du Département des relations extérieures, [M. Masood Ahmed](#), a déclaré que le FMI « travaille avec les pays membres susceptibles d'être affectés par la hausse des prix des denrées alimentaires et, de façon plus générale, des produits de base, sur leur balance des paiements et leur situation budgétaire ».

L'impact des hausses de prix des produits alimentaires sur la plupart des populations vulnérables, et notamment sur les pauvres vivant en zone urbaine, a des conséquences sociales importantes — comme en témoignent les émeutes de la faim et les grèves que viennent de connaître plusieurs pays africains. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont pris des mesures d'urgence pour répondre à une situation des prix alimentaires qui continue d'évoluer.

Les travaux du FMI montrent que la hausse des prix des denrées alimentaires lance de nouveaux défis aux autorités africaines, en particulier, et pourrait avoir des répercussions particulièrement négatives sur les pauvres, car l'alimentation représente une large part de leur consommation.

Suivi

En réponse à cette situation, le FMI s'active sur plusieurs fronts :

- **Financements supplémentaires.** Une dizaine de pays, principalement africains, ont évoqué avec le FMI la possibilité d'une augmentation des montants prévus dans leurs accords au titre de la [Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance](#) (FRPC), qui leur permettrait de disposer de financements supplémentaires pour faire face au renchérissement de leurs importations de denrées alimentaires. « Nous discutons de cette question en priorité avec chacun des pays concernés, et notre objectif est d'augmenter les montants prévus dans leurs accords FRPC partout où cela peut raisonnablement se faire » a indiqué M. Ahmed.
- **Aide à l'élaboration d'une riposte.** Le FMI s'applique aussi à élaborer, avec les pays pouvant bénéficier de la FRPC et quelques autres, une riposte appropriée au renchérissement des produits alimentaires. Les politiques à conduire doivent être déterminées pays par pays, mais le ciblage de l'aide sociale apparaît comme la meilleure mesure à prendre dans un premier temps, et d'autres initiatives temporaires — baisse des taxes et droits de douane sur les produits alimentaires, par exemple — peuvent aussi être prises à titre de mesures d'accompagnement.
- **Utilisation des financements du FMI.** Le FMI dispose de plusieurs instruments de financement pour aider les pays membres à faire face aux difficultés de balance des paiements dues à la hausse des prix des produits alimentaires. Les [accords de confirmation](#) visent à aider tous les pays membres à répondre à leurs problèmes de balance des paiements. La [Facilité de protection contre les chocs exogènes](#) a pour but de couvrir les chocs auxquels des pays membres admis à bénéficier de la FRPC sont confrontés et qui ont un impact très sensible sur leur économie — comme c'est le cas pour le renchérissement actuel des denrées alimentaires — et le FMI réfléchit aux moyens de modifier ce mécanisme pour en accroître l'utilité.
- **Travail auprès des pays exportateurs.** Le FMI a encouragé les pays membres exportateurs de produits alimentaires à éviter de perturber les marchés mondiaux en restreignant ces exportations, et à maintenir les incitations en faveur de la production intérieure de denrées alimentaires.
- **Coordination avec les autres institutions.** Le FMI assure une coordination étroite avec la Banque mondiale, le système des Nations Unies, les autres institutions internationales et les bailleurs de fonds sur les questions qui requièrent des initiatives régionales ou internationales, telles que les politiques commerciales ou l'augmentation nécessaire des concours accordés par les donateurs. M. Murilo Portugal, Directeur général adjoint du FMI, qui représentait l'institution lors du [Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination](#) organisé par l'ONU le 28 avril, a analysé l'impact du renchérissement des importations de denrées alimentaires (ce Conseil regroupe les chefs de l'exécutif des organisations du système des Nations unies, sous la présidence du Secrétaire général de l'ONU).

La directrice du [Programme alimentaire mondial](#) (PAM) de l'ONU a déclaré, le 22 avril, que la hausse des prix des produits alimentaires crée un « tsunami silencieux » qui menace de plonger plus de 100 millions de personnes dans la famine. Le PAM [estime](#) avoir besoin d'une rallonge de 755 millions de dollars — chiffre auquel souscrivent également le FMI et la Banque mondiale — à son budget de base pour couvrir la hausse des coûts des produits alimentaires et des combustibles depuis juin 2007.

Haïti face à la hausse des prix alimentaires

Le chef de la mission du FMI en Haïti, Andreas Bauer, a séjourné à Port-au-Prince du 22 au 24 avril pour mesurer, sur le terrain, l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur le programme économique du gouvernement et discuter des initiatives que le FMI pourrait prendre afin d'aider au mieux ce pays. Haïti a mis en place, en novembre 2006, un programme appuyé par le FMI dans le cadre d'un accord triennal au titre de la FRPC.

Dans une [déclaration](#) prononcée à l'issue de sa visite, M. Bauer a noté que Haïti — qui est largement importateur net de produits alimentaires — a été particulièrement touché par l'envolée des prix internationaux, qui continue de créer d'énormes difficultés à sa population. Le choc des prix alimentaires a eu aussi un impact très sensible sur l'inflation intérieure, et a entraîné un creusement du déficit commercial.

« Le FMI est gravement préoccupé par l'impact social de la hausse des prix des denrées alimentaires, et il est résolu à appuyer les efforts déployés pour alléger ce fardeau tout en préservant la stabilité économique et la poursuite des progrès économiques et sociaux en Haïti », a indiqué M. Bauer. Il a ajouté que le FMI appuie la riposte élaborée par le gouvernement, qui cherche à alléger immédiatement l'impact du renchérissement des denrées alimentaires et à stimuler la production agricole.

Le FMI examine, en étroite collaboration avec les donateurs et les autorités, les besoins de financement supplémentaires d'Haïti, et il adaptera le cadre macroéconomique du programme appuyé par la FRPC pour tenir en compte de ce choc extérieur. Une mission du FMI se rendra d'ici peu en Haïti pour finaliser ces travaux et conduire la troisième revue du programme.

Une nouvelle période de prix élevés

Lors de la [Conférence sur la macrofinance internationale](#) organisée par le FMI le 25 avril à Washington, des intervenants ont estimé que l'économie mondiale était entrée dans une ère différente, dans laquelle les prix des produits de base seront probablement appelés à rester élevés. Michael Dooley (Université de Californie, Santa Cruz) a estimé que les facteurs macroéconomiques continueraient sans doute à stimuler les prix des produits alimentaires.

« La seule chose vraiment spéciale qui se passe à l'heure actuelle sur les marchés des produits de base, ce sont les taux de croissance mondiaux récents et projetés. Nous sommes entrés dans une ère différente. Je pense que les prix des produits de base resteront élevés », a estimé

M. Dooley. « Sauf pour ce qui concerne le pétrole, je crois qu'il s'agit d'une évolution relativement durable des prix, et c'est ce que nous devrions observer dans l'avenir prévisible ».

M. Takatoshi Ito (Université de Tokyo) a rappelé que les bulles spéculatives commencent en général par de bons fondamentaux économiques et qu'en l'occurrence, c'est l'augmentation de la demande des marchés émergents comme la Chine ou l'Inde qui a poussé les prix à la hausse. « Mais une fois que les prix commencent à bouger, et que les opérateurs à l'affût de bonnes occasions et les spéculateurs entrent en jeu (*hedge funds* compris) et alimentent la hausse des prix, les deux raisons coexistent : les paramètres fondamentaux, mais aussi la bulle spéculative ».

Les acquis de la lutte contre la pauvreté compromis

Le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn [a fait valoir, le 10 avril](#), que les prix des denrées alimentaires ont énormément augmenté (48 %) depuis la fin de 2006, et que cette hausse risque de remettre en cause les acquis de la lutte contre la pauvreté conduite par la communauté internationale.

Lors d'une [conférence de presse](#) à Washington, M. Strauss-Kahn a indiqué que les ripostes au renchérissement des denrées alimentaires devaient être conçues en fonction des besoins de chaque pays. Il a précisé que le FMI pouvait prendre quatre mesures pour aider à faire face à cette hausse des prix à court terme :

- Aider les pays à concevoir des réponses macroéconomiques appropriées aux chocs
- Apporter des conseils et une assistance technique aux pays où la hausse des prix des denrées alimentaires érode les termes de l'échange, afin qu'ils se dotent de systèmes d'aides au revenu ciblées sur les plus pauvres — sans remettre en cause les progrès chèrement acquis de la stabilisation économique
- Dans les pays où les chocs de prix pèsent sur la balance des paiements, offrir une assistance par l'intermédiaire de ses instruments de prêt
- Collaborer avec les autres institutions et les bailleurs de fonds pour aider les pays à atténuer les impacts négatifs des chocs.

Le Groupe consultatif africain du FMI s'est réuni le 11 avril pour examiner l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires et des combustibles ainsi que les défis qu'elle lance aux autorités en Afrique subsaharienne (AfSS) et à travers le monde. Dans une [déclaration](#), les participants ont rappelé que de nombreux pays d'AfSS sont très vulnérables à la hausse des prix des combustibles et des autres produits de base, en particulier des denrées alimentaires. Ces prix élevés risquent de remettre en cause les gains obtenus par de nombreux pays dans la lutte contre la pauvreté depuis 5 à 10 ans.

Des subventions temporaires et ciblées

« Les hausses de prix ont été rapides et de grande ampleur. Nous sommes convenus que les politiques menées devraient viser à aider ceux qui sont le moins à même d'y faire face, sans

remettre en cause les gains chèrement acquis de la stabilisation macroéconomique », ont déclaré les membres du groupe.

Les participants sont convenus aussi que l'impact des chocs pourrait être atténué par des subventions temporaires et ciblées sur les plus vulnérables, mais que les autorités devaient veiller à ce que ces subventions ne deviennent pas permanentes.

Enfin, les participants ont déclaré que les pays devaient éviter de recourir aux politiques qui entraînent des distorsions, telles que l'octroi de subventions non ciblées. Ils ont observé que les contrôles directs des prix et des exportations risquent de décourager la production vivrière, d'être difficile à faire appliquer et de drainer des ressources rares qui pourraient être employées à d'autres fins.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à IMFsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/IMFsurvey